

Projet MAX

Maximisation des impacts socio-économiques de l'électrification rurale en Côte d'Ivoire

TERMES DE REFERENCE

Evaluation finale – 2025

Financé par l'Agence Française de Développement,
Délégation de fonds de l'Union Européenne,
Mis en œuvre par Expertise France



Contexte

En vue d'accélérer l'usage de l'électricité en zone rurale à la suite des divers programmes d'électrification de localités initiés depuis quelques années, l'Union Européenne (UE) et l'Agence Française de Développement (AFD), en accord avec l'Etat de Côte d'Ivoire, ont décidé d'initier un projet visant à augmenter les impacts de l'électrification rurale en Côte d'Ivoire, notamment pour le développement économique, le genre, la santé et l'éducation. Ledit projet dénommé « projet MAX » est financé par l'UE avec une délégation de fonds à l'AFD et une mise en œuvre par Expertise France en collaboration avec la Direction Générale de l'Energie.

1.1 Objectifs du Projet

L'objectif général du Projet est de faciliter l'accès et l'utilisation d'équipements électriques, par les différentes catégories de consommateurs d'électricité en milieu rural : les espaces collectifs, les ménages, et les acteurs économiques.

L'objectif spécifique du projet est le suivant : Soutenir l'accès durable à des équipements électriques de qualité pour les acteurs économiques et les ménages des zones rurales

En cela, le projet espère contribuer à :

- Améliorer l'action des pouvoirs publics pour faciliter l'acquisition d'équipements électriques pour les particuliers et professionnels, avec une attention particulière aux femmes et avec pour impact :
 - Une amélioration des conditions de vie des populations
 - L'augmentation des revenus et la création d'emplois
 - Une augmentation du potentiel de demande en énergie
 - Le développement d'une offre de services et produits locaux (commerces, artisanat, restaurant, stockage en chambre froide...), qui contribue à l'amélioration des conditions de vie, à l'allègement de certaines tâches ménagères et à une plus grande efficacité dans certaines activités (agriculture, transformation...)
- Inciter les acteurs privés des chaînes de distribution d'équipements électriques à améliorer la qualité de leurs produits/services ou à étendre leurs rayons de desserte.
- Identifier les pistes d'amélioration en termes d'accès à l'électricité et aux équipements électriques pour les infrastructures publiques scolaires et de santé.
- Améliorer les conditions de vie des populations et le développement économique dans les zones rurales de Côte d'Ivoire.

Par son approche, le projet MAX doit permettre l'atteinte des objectifs ci-dessus, tout en garantissant le respect des principes de **durabilité et de répliquabilité** :

En effet, le Projet MAX doit promouvoir des approches capables de démultiplier les impacts, c'est-à-dire ayant un effet d'entraînement bénéficiant à un écosystème plus large que les seules activités subventionnées. L'approche doit permettre de tester et développer un mécanisme de maximisation des impacts de l'électrification rurale qui soit durable et reproductible à l'échelle nationale en limitant, voire sans apport de subvention et d'assistance technique additionnelles, accroissant ainsi l'effet de levier de la subvention apportée par l'Union Européenne. L'approche devra donc de s'appuyer sur des dynamiques existantes et d'identifier des leviers qui démultiplient les moyens mobilisés sur le plan régional et national.

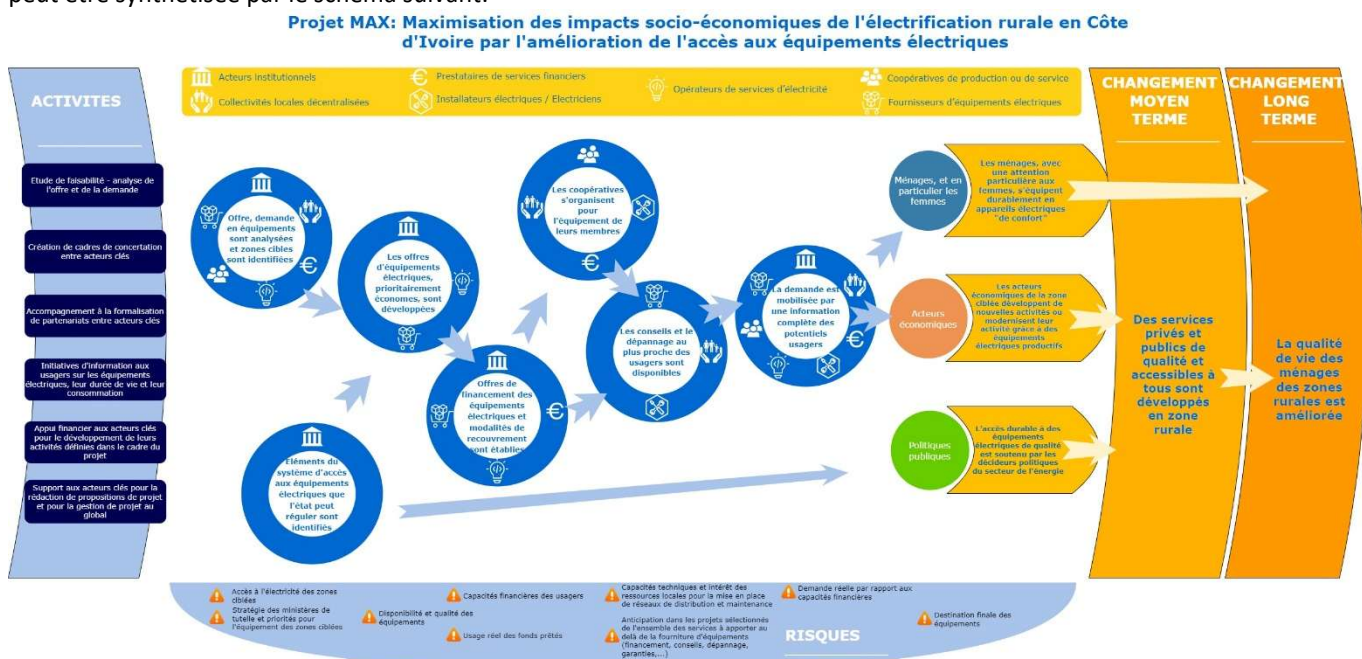
1.2 Approche retenue pour le Projet

Les bénéficiaires directs de ce projet sont les acteurs qui participent à la réalisation de cet objectif, tels les distributeurs d'équipements, les opérateurs bancaires et d'institution de microfinance, les mutuelles et coopératives, les collectivités locales, etc. Afin de lever les contraintes auxquelles les bénéficiaires sont confrontés lors du développement du marché des équipements électriques en milieu rural, une ligne de subvention de 1.3 millions d'euros a été mise à leur disposition. Les projets financés doivent proposer un mécanisme de gestion de la subvention qui permettra la réplication et la pérennisation des actions soutenues.

L'approche initialement définie pour le Projet, qui s'inscrit dans une démarche pilote, est de privilégier au maximum les interventions auprès et avec les acteurs des chaînes de distribution des équipements électriques et des prestataires de services associés. Il s'agit donc de mettre en place un système d'incitations financières et non financières pour que ces acteurs modifient leurs modes d'action dans le sens des objectifs du Projet. Ces incitations pourront être mises en œuvre de plusieurs manières :

- (i) **assistance technique** auprès des pouvoirs publics pour faciliter la distribution d'équipements électriques,
- (ii) **montage de partenariat** avec des acteurs publics ou privés et
- (iii) **attribution de subventions** via appels à projets ou entente directe, **principalement avec des acteurs privés** proposant des solutions opérationnelles de facilitation de l'accès des populations rurales aux équipements électriques pour des usages domestiques et productifs.

Les documents de proposition de projet sont annexés aux TdRs (Annex 1). Parmi ceux-ci, la théorie du changement du projet peut être synthétisée par le schéma suivant.



1.3 Etapes et structure du Projet

Pré-faisabilité et état des lieux du Projet

En novembre 2021, une mission de pré-faisabilité dans les géographies ciblées par le projet a été réalisée, permettant de définir un état des lieux et de mettre en lumière les résultats suivants concernant les :

- Niveau de couverture du réseau dans les localités déjà électrifiées et électrifiées par le programme de l'AFD
- Niveau d'équipement des ménages

- Evolution du nombre d'abonnés et des consommations sur 10 ans
- Demande en équipements électriques et contraintes associées (information, accessibilité, financement...).
- Synergies avec le développement d'autres services publics (eau potable, santé, éducation, téléphonie)

En février 2022, en prélude à la mobilisation d'un consultant pour la réalisation de l'étude de faisabilité et l'élaboration de la stratégie d'appel à propositions, l'équipe projet a organisé un appel à idées. Celui-ci s'inscrivait dans une approche participative et visait à identifier des acteurs potentiels et à mobiliser les idées innovantes en vue d'identifier les meilleurs mécanismes pouvant permettre aux communautés rurales de tirer un meilleur parti de l'électrification en ayant accès aux équipements domestiques et productifs.

Bien que l'appel à idées ait fait l'objet d'une campagne de communication à l'échelle nationale, par voie de presse audiovisuelle, et relayé sur les sites internet et réseaux sociaux de l'AFD, d'Expertise France, et de CI-ENERGIES, ce sont au final 08 propositions d'idées qui ont été reçues. Trois points d'attention sont ressortis de cet appel à idées :

- La stratégie de communication : Si 70% des idées reçues concernaient le déploiement de solutions alternatives au réseau (solaire ou groupe électrogène), c'est sans doute que le périmètre du projet MAX a été mal compris. Ainsi, pour les appels à projet, la stratégie de communication s'appuiera sur la clarté des messages et des activités à réaliser, l'utilisation des bons canaux de communication et l'implication de personnes ressources au niveau institutionnel et opérationnel pour l'atteinte des objectifs ;
- Les cibles potentielles du projet : Aucun des acteurs d'envergure nationale pré-identifiés n'avait répondu, malgré l'intérêt qu'ils avaient manifesté lors des rencontres initiales. Il a donc été convenu d'approfondir leur mode de fonctionnement et leurs contraintes à travers des rencontres afin de s'assurer de leur participation aux prochaines étapes de mise en œuvre du projet.
- La faible capacité financière des entreprises qui ont répondu à l'appel à idées doit constituer un point d'attention afin de s'assurer de l'impact réel d'une éventuelle subvention

Conception et étude de faisabilité du Projet

Par la suite, Expertise France a confié CIDR PAMIGA en Avril 2022, la réalisation d'une étude de faisabilité incluant la réalisation d'un diagnostic détaillé de l'état de la demande et de l'offre en équipements électriques (approfondissement de l'état des lieux réalisé au stade de la pré-faisabilité), et la conception du dispositif opérationnel de mise en œuvre du Projet. Les termes de référence de cette étude demandaient à ce que soient, entre autres, inclus :

- **L'élaboration d'une cartographie détaillée des acteurs et des opportunités**, dans l'objectif d'identifier les acteurs qui pourraient être des Bénéficiaires de l'Enveloppe financière ou des partenaires.
- **Une analyse détaillée de la demande**, en collectant un maximum de données en termes d'accès et d'utilisation de l'électricité, de niveau d'équipement actuel par type d'usage et de besoins, en zone rurale, et en réalisant une analyse détaillée des données.
- **L'élaboration d'une stratégie d'appels à projets.**
- **L'accompagnement de l'équipe de projet dans l'étude d'un partenariat stratégique avec CIE**, et si besoin la formalisation de ce partenariat ;
- **La participation à l'élaboration du cadre de suivi-évaluation** (définition des indicateurs et établissement de la situation de référence) en collaboration avec le chef de projet et l'expert SERA.

L'étude de faisabilité (fournie en annexe) a permis d'identifier 3 axes d'interventions dans lesquels devraient s'inscrire les actions à mener par les attributaires de subventions dans le cadre des appels à projet :

- Information/Sensibilisation des ménages et entrepreneurs ruraux sur les équipements électriques, leur qualité et leurs coûts d'utilisation.
- Amélioration de l'offre en équipements et services annexes dans les zones rurales tant pour les ménages que pour le développement d'usages productifs de l'électricité.
- Promotion et mise en place de nouveaux produits financiers pour financer l'achat des équipements électriques par les usagers en zone rurale

Appels à projets pour l'attribution des subventions

Ainsi, à la suite d'un premier appel à projet lancé en décembre 2022, puis d'un second en décembre 2023, et d'une troisième phase en 2024 sur un processus de négociation par entente directe sur le reliquat du budget de subvention à la suite des appels à projets, le Projet MAX a procédé à la sélection et financement de 10 actions (sur un total de 21 projets analysés), représentant un appui financier global en subvention de 1 263 992 € et ciblant au total l'équipement d'environ 9 250 ménages dans environ 400 localités rurales d'une vingtaine de départements de Côte d'Ivoire.

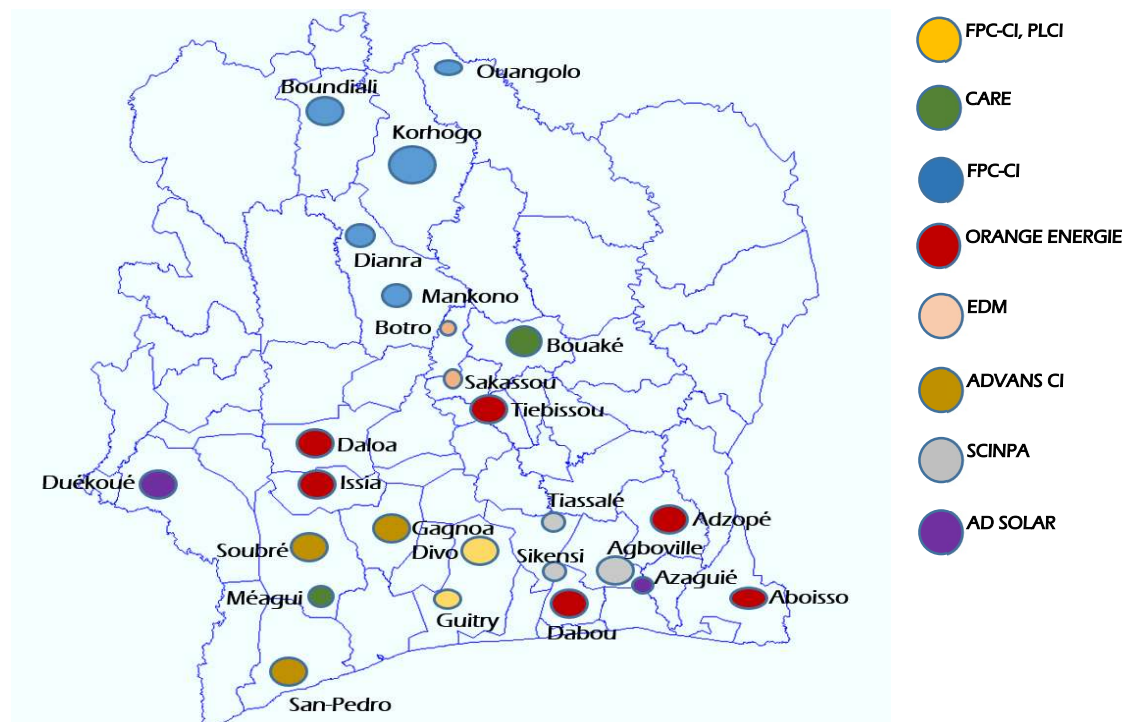
Etat d'avancement du projet

Caractérisation des projets en cours

- Le projet MAX a apporté une subvention de 1,289 millions d'Euros en appui à des acteurs proposant des solutions opérationnelles de facilitation de l'accès des populations rurales aux équipements électriques. Dix projets ont ainsi été déployés :
 - Phase 1 : 4 projets (1 coopérative, 3 ONG) lancés en juin 2023, qui ont ciblé 146 villages et dont l'expérience a fait l'objet d'une capitalisation avec l'ensemble des acteurs en novembre 2024.
 - Phase 2 et 3 : 6 projets en cours (3 coopératives, 1 entreprise, 1 microfinance, 1 opérateur PayGo)

Les fiches détaillées des actions subventionnées sont annexées aux présents termes de référence.

- L'implantation du projet MAX se concentre dans une vingtaine de départements et cible plus de 400 localités rurales en Côte d'Ivoire.



Mécanismes techniques et financiers développés

Plusieurs mécanismes techniques et financiers ont été développés et mis en place, permettant de faciliter l'acquisition d'équipements électriques à usage domestique ou professionnel. Ce sont des mécanismes de crédit, d'épargne, d'approche PAYGO avec solution de paiement mobile money, et d'extension de réseau de distribution au plus près de la demande, impliquant des Coopératives agricoles, des institutions de microfinances, des ONG, des opérateurs de service et des fournisseurs d'équipements.

Produits de crédit en partenariat avec des microfinances :

En partenariat avec un réseau de microfinance, une offre de crédit à taux réduit pour l'acquisition d'équipements a été élaborée. Cette offre de crédit repose soit sur un fonds de garantie mis en place par le porteur de projet (cas

de CARE), soit par une garantie interne (cas des coopératives) sous forme de nantissement de récolte et de contrôle des revenus.

CARE a établi un partenariat avec le réseau de microfinance ADVANS CI. Elle a mis en place un fonds de garantie de 20.000 € (financé par l'ONG sur fonds propres) dont les conditions d'utilisation et de pérennisation sont définies dans un protocole d'accord. Les demandes de prêts sont portées par des AVEC qui doivent déposer une caution de garantie équivalente à 1/3 du montant du prêt. Le remboursement a lieu in fine, c'est-à-dire que les intérêts sont payés mensuellement (1,33% par mois) et le capital en seule fois, au 12ème mois. Les frais d'assurance et de gestion sont gratuits.

Les coopératives SOCOPAHLD et SCINPA collaborent avec le réseau de microfinance des COOPEC. Elles s'appuient sur des dispositifs existants d'encadrement des groupements de producteurs pour diffuser l'information et identifier les besoins, ce qui leur permet de développer l'action à très faible coût. Grâce à leur contrôle sur les revenus tirés de la commercialisation des produits, elles garantissent les crédits octroyés pour l'acquisition des équipements.

▪ **Produits de crédit propre aux coopératives et ONG**

Certaines coopératives ont décidé d'octroyer des crédits pour l'acquisition d'équipements à travers des fonds propres. C'est le cas de la FPC-CI qui a mis en place un fond de 10 000 000 FCFA pour le préfinancement des équipements auprès des fournisseurs.

EDM a développé un produit de crédit spécifiquement dédié à l'acquisition d'équipements productifs au profit de « groupes à responsabilité individuelle » qu'elle met en place dans chacune des localités d'intervention. Ces groupes qui se réunissent toutes les 4 semaines, bénéficient d'une formation et permettent de collecter facilement les remboursements du crédit. Cette méthodologie évite la mobilisation d'une caution solidaire ou garantie matérielle et vise à assurer un bon remboursement grâce au renforcement des capacités des bénéficiaires. La durée de remboursement du crédit est de 2 à 6 mois.

▪ **Produits d'épargne**

CARE propose un mécanisme d'épargne basé sur la mise en place d'un fonds d'épargne auprès d'un fournisseur. Ce fonds couvre 50% du montant des commandes d'équipements des membres des AVEC, les 50% restant étant payés par les intéressés à la livraison. Les 50% préfinancés sur le fonds d'épargne sont remboursés dans les 3 mois suivants aux AVEC afin de le reconstituer.

▪ **Extension de réseaux de distribution**

Une approche mise en œuvre dans le cadre de MAX est d'accompagner le développement de réseau de distribution d'équipement et de points de vente de proximité à l'intérieur du pays. C'est le cas pour AD SOLAR qui est une entreprise qui commercialise des équipements électriques et, dans le cadre du projet MAX, développe de nouveaux points de vente dans les régions d'Azaguié et de Duekoué.

Par ailleurs, SOCIAM, qui est un grand distributeur d'équipements électriques est fournisseur de CARE, SOCOPAHLD, SCINPA et FPC CI. Alors qu'initialement l'entreprise conditionnait les livraisons sur site à des commandes d'au moins 100 équipements, elle travaille à la mise en place de points de distribution décentralisés.

▪ **Approche PAYGO avec solution de paiement mobil money**

Il s'agit pour cette approche de valoriser les capacités apportées par les technologies PayGo et Mobile money pour développer rapidement une offre d'équipements électriques à grande échelle.

Alors que jusqu'à présent ces technologies ciblaient la diffusion d'équipements solaires autonomes, avec un contrôle sur l'accès à la source d'énergie, la Business Unit Orange Energies d'ORANGE CI a, dans le cadre de MAX, développer l'Intégration d'équipements électriques fonctionnant en courant alternatif dans leur dispositif de vente PAYGO.

Equipements acquis à travers les mécanismes mis en place

- A fin décembre 2024, sur les 04 premières actions subventionnées (sur 10 au total), 807 équipements ont été acquis à travers les mécanismes, dont 203 à usages productifs destinés à développer des activités génératrices de revenu. Il s'agit d'équipements à usages domestiques des ménages : multimédia, ventilation, éclairages, mixeurs, réfrigération ; et des équipements pour des usages professionnels dont la grande majorité concerne des équipements de froid (congélateur, réfrigérateur) et d'équipements pour l'exercice de petits métiers (coiffure, kiosque à café, soudure, etc...).
- Le démarrage a été plus lent que prévu, mais l'accès aux équipements est en plein essor à travers les demandes enregistrées au cours du dernier trimestre 2024.

Synergie MAX – PEPT (Programme Electricité Pour Tous)

- L'existence de solutions d'accès aux équipements a un impact significatif sur le raccordement des ménages au réseau électrique. Plusieurs ménages désireux d'acquérir des équipements ne sont pas raccordés au réseau électrique. A fin décembre 2024, ce sont 7 076 demandes de raccordement enregistrées dans une partie des localités du projet dont 1 498 traitées grâce à la synergie mise en place entre le projet Max et le déploiement du PEPT (Programme Electricité Pour Tous).

2. Objectifs de l'évaluation

Justification de l'évaluation

Cette évaluation intervient à la fin de l'ensemble des activités du Projet.

Elle répond aux enjeux de redevabilité et d'apprentissage recherchés par Expertise France et ses partenaires (Union Européenne, AFD, DGE, CI-Energies) et cherche à évaluer la performance et la pertinence du projet, à la fois dans sa mise en œuvre et dans ses impacts. Dans le cadre de ce projet pilote devant favoriser le développement socio-économique des zones rurales par l'amélioration de l'accès aux équipements électriques, les partenaires du projet souhaitent identifier, selon les enseignements du Projet, les pistes pertinentes pour la mise en place d'une régulation du marché des équipements électriques, et évaluer la pertinence d'une de réplication et d'une mise à l'échelle d'un tel projet. Cette pertinence sera évaluée au regard d'indicateurs qualitatifs et quantitatifs définis et mesurés par le Consultant, ou a minima mesurables à un horizon plus lointain.

Objectifs de l'évaluation

Cette évaluation a pour objectifs :

- **D'évaluer dans quelle mesure les réalisations et résultats du Projet répondent aux objectifs du Projet et respectent les principes de durabilité et répliquabilité**, tels qu'exposés en partie 1.1 des présents Termes de Référence.
- **De définir et d'évaluer des indicateurs pertinents de performance de l'approche mise en œuvre par Expertise France**. Cette évaluation portera à la fois sur l'organisation et la structuration de l'approche, sur son contenu.
- **De définir et d'évaluer des indicateurs pertinents de performance des approches mises en œuvre par les 10 attributaires des subventions**, tant dans leur organisation et leur structure que dans son contenu. Cette évaluation portera à la fois sur l'organisation et la structuration de l'approche ainsi que sur son contenu.
- **De définir et de mesurer des indicateurs et performance globale et d'impacts du Projet (sont visés principalement les impacts sociaux et économiques, dans une moindre mesure et si pertinent, les impacts environnementaux)**. Ces indicateurs doivent être pour certains mesurables à la date de l'évaluation.

- Pour le cas des indicateurs qui ne seraient pas mesurables à date du fait de l'achèvement trop récent des activités des attributaires de subvention, le Consultant devra (i) proposer un protocole d'évaluation de ces impacts et (ii) décrire de manière qualitative les impacts qui pourraient selon lui être visibles / mesurables à terme.
 - La liste des indicateurs devra à minima inclure un **indicateur d'efficacité de la subvention apportée par l'UE** ; c'est-à-dire un indicateur rapportant le montant total de la subvention apportée par l'UE (4MEUR) à un autre indicateur d'impact pertinent – par exemple le nombre d'équipements électriques achetés grâce au Projet, ou la valeur ajoutée créée localement grâce aux équipements achetés par le Projet.
- D'évaluer dans quelle mesure le Projet répond à la stratégie de la DGE et aux besoins des populations ciblées.
 - De **proposer des recommandations aux autorités partenaires du Projet pour la continuité des actions entreprises**, la régulation du marché des équipements électriques en zone rurale et l'intégration des acquis du Projet dans les stratégies de mise en œuvre de la politique sectorielle.
 - De **dresser un bilan des enseignements à tirer du Projet et de formuler des recommandations d'amélioration de l'approche pour démultiplier les impacts observés / attendus et l'efficacité de la subvention de l'UE**.

L'évaluation devra donc porter un regard sur le projet à deux niveaux : 1) la logique d'intervention globale du projet et sa pertinence vis-à-vis des priorités nationales, 2) les actions menées par les acteurs subventionnés dans le cadre des appels à projet. En particulier, mais sans s'y limiter afin de répondre de manière à l'ensemble des objectifs listés ci-dessus, l'évaluation devra répondre aux questions suivantes :

EQ1. Alignement et articulation avec les priorités nationales

- Dans quelle mesure le projet a-t-il été aligné avec les priorités nationales en termes d'accès des zones rurales à l'électricité ? En particulier, quel lien a été créé avec le Programme Electricité Pour Tous (PEPT) ?
- Selon quels critères les zones affectées par le projet ont-elles été choisies ?
- Comment l'assistance technique a accompagné le plan de politiques publiques pour la maximisation des impacts de l'électrification rurale ?

EQ2 : Pertinence du choix de l'instrument financier et de la logique d'intervention

- L'approche mise en œuvre a-t-elle permis un déploiement rapide et efficace des objectifs de déploiement des offres d'équipements électriques ?
- Dans quelle mesure le mode opératoire et la logique d'intervention (en particulier le lien avec les autorités) était pertinent et efficient ?
- Quel regard peut être porté sur la pertinence du choix des partenariats sélectionnés et mis en œuvre ;
- Dans quelle mesure les ressources financières ont-elles été effectivement mises en œuvre, dans les temps ?
- Quelles ont été les difficultés de mise en œuvre des projets ?

EQ3. Efficacité et impact

- Quelle approche mise en œuvre par les bénéficiaires de subventions dans le cadre du projet semble avoir été la plus efficace et quels ont été les principaux facteurs de réussite ?
- Quels ont été les principaux freins à l'atteinte de meilleurs résultats, et en particulier à l'atteinte des objectifs initiaux des porteurs de projet ?
- Sur base de l'expérience du projet, quelles pistes de financement des équipements productifs en milieu rural devraient être explorées par le projet MAX ?

- Observe-t-on une dynamique positive en termes d'achats d'équipements électriques ? quels sont les équipements qui permettent une réelle hausse des revenus / développement économiques ; aurait-il fallu ne cibler qu'un certain type d'équipements ?...
- Quels sont les impacts indirects observés ou attendus, positifs ou négatifs ? Par quels indicateurs et protocole d'évaluation peut-on mesurer et suivre ces impacts dans la durée ?
- Peut-on observer des effets multiplicateurs des actions par la mobilisation d'une concurrence au projet en termes d'offres de services en équipements et de services financiers ?

EQ4. Impacts socio-économiques et prise en compte des vulnérabilités

- Dans quelle mesure les résultats obtenus vont dans le sens des effets moyens et long terme de la théorie du changement du projet MAX ? (Amélioration des services publics et privés et amélioration des conditions de vie des populations, génération de revenus et développement d'activités économiques liés aux équipements acquis via le projet). Quels sont les effets observés sur les ménages, sur la fourniture de services, y compris sociaux, dans les zones d'intervention ?
- Quelle place a été donnée aux critères socio-économiques dans la stratégie d'intervention du projet ? Quelles catégories de population ont été bénéficiaires des dispositifs et les dispositifs sont-ils parvenus à atteindre les plus défavorisés ? Le projet favorise-t-il l'accroissement ou la réduction des inégalités socio-économiques ? Cette question devra être traitée en spécifiant les différents types d'inégalités socio-économiques, dont les inégalités de genre
- Des activités économiques déjà pratiquées dans le village se modifient-elles avec l'accès aux nouveaux équipements ? - Dans quelle mesure les AGR soutenues ont un effet sur l'emploi local ?

EQ5. Durabilité et efficience

Quelle est la pérennité des dispositifs soutenus ? Dans quelle mesure certaines actions mises en œuvre pourront perdurer d'elles-mêmes sans apport de nouvelles subventions ? Dans quelle mesure le projet MAX a permis l'identification de mécanismes d'accès aux équipements électriques pérennes ?

- Quels sont les facteurs de performance du projet ? Au-delà du cadre présenté dans les documents de projet, quels sont les indicateurs permettant de mesurer la performance du projet et des actions subventionnées ? Quelle évaluation peut-on fournir de la performance en fin de projet sur base de ces indicateurs ?
- Quelle est l'intensité calculée en fin de projet (investissement nécessaire par équipement vendu, en dissociant subvention et assistance technique) et quelle serait l'intensité espérée par effet répliqueur au-delà du projet ?
- Au vu des dynamiques initiées, quel est le temps de retour des subventions accordées (conçues comme un investissement pour la levée de contraintes initiales) ?
- Quelles peuvent être les pistes permettant une mise à disposition plus efficiente des subventions aux porteurs de projet (rapport subvention/durée de l'intervention/pérennité des actions) ?
- Dans quelle mesure le projet a créé un lien durable avec le PEPT (Programme Electricité Pour Tous) et les stratégies nationales dans l'objectif d'une continuité et d'une reprise par les acteurs locaux et nationaux ? Quelles sont les pistes à considérer par les partenaires publics pour une réplique et une mise à l'échelle du projet ?

3. Méthodologie

L'évaluation sera menée de manière indépendante **selon une méthodologie clairement établie par le Consultant dans le cadre d'un rapport de démarrage et répondant strictement aux objectifs de l'évaluation formulés en partie 2 des présents termes de référence.**

Il est attendu de la part du Consultant qu'il soit force de proposition dans la définition des différents indicateurs de performance du projet et dans la formulation de recommandations pour améliorer la performance globale du Projet (approche d'Expertise France, approche attributaires, indicateurs d'impact, etc.).

Cette méthodologie devra intégrer les éléments suivants :

- Une revue documentaire approfondie des documents de suivi du projet MAX comme les données d'étude de faisabilité, de baseline, midline et endline, d'enquêtes de perception, les données issues des rapports périodiques (rapports narratifs et financiers, suivi des indicateurs de résultat, suivi des ventes d'équipements) des porteurs de projets subventionnés par Expertise France, ainsi que les résultats des deux exercices de capitalisation du projet.
- Le suivi du deuxième atelier de capitalisation du projet prévu en juin 2025
- Des entretiens semi-directifs avec l'ensemble des parties prenantes au projet
- Des enquêtes de terrain avec la visite d'au moins une (1) ou deux (2) localités ciblées pour chaque attributaire de subvention (soit au minimum 10 localités au total), dans la perspective d'observer, de comparer et d'évaluer les différentes approches mises en œuvre sur le terrain et de répondre de manière optimale aux Objectifs de l'évaluation.
- L'échantillon de localités sera proposé par le Consultant et déterminé avec les porteurs des projets subventionnés. La diversité des situations géographiques des localités sélectionnées sera valorisée. Ces localités peuvent être sélectionnées dans les départements suivant :
 - Bouaké
 - Guitry
 - Méagui
 - Soubré
 - Sakassou
 - Botro
 - Divo
 - Agboville
 - Boundiali
 - Korhogo
 - Ouangolodougou
 - Mankono,
 - Dianra
- Les aspects de genre et d'impacts différenciés en fonction du genre devront être inclus dans les analyses.

4. Livrables

Les livrables attendus de l'évaluation sont :

- Un rapport de démarrage (note de cadrage) qui sera validé par le comité de pilotage de l'évaluation
- Un rapport d'évaluation préliminaire
- Un rapport d'évaluation final
- Des ressources de restitution des résultats en format présentation.

5. Gestion de l'évaluation et plan de travail

Le comité de pilotage du projet sera en charge d'accompagner l'ensemble du processus évaluatif. Ce comité de pilotage est composé d'Expertise France et de ses partenaires opérationnels et financiers (DGE, CI-Energie, AFD, Union Européenne). L'ensemble de ces parties prenantes sera invité à participer aux différents temps clés formels de l'évaluation comme décrits ci-dessous :

- 1) Une réunion de cadrage sera organisée avec l'évaluateur pour situer le contexte de l'étude, affiner les termes de référence et pour s'accorder sur la méthodologie de mise en œuvre y compris les activités et les livrables attendus ainsi que le planning d'exécution. Cette réunion fera l'objet d'une note de cadrage partagée à l'ensemble du comité de pilotage.
- 2) la restitution des premiers constats suite à la phase de collecte fera l'objet d'une réunion de présentation,
- 3) un atelier de co-construction des recommandations suivra la restitution des constats afin de permettre l'appropriation des recommandations par tous les acteurs y compris les bénéficiaires de la subvention.

L'évaluateur rendra compte directement au responsable de l'évaluation. L'évaluateur soumettra tous les livrables de l'évaluation directement au responsable de l'évaluation. Le responsable de l'évaluation les transmettra au comité de pilotage pour commentaires/revues/validation.

Le responsable de l'évaluation consolidera les commentaires et les enverra à l'évaluateur à la date convenue entre le comité de pilotage et l'évaluateur ou dès réception des commentaires du comité de pilotage.

L'évaluateur tiendra compte de tous les commentaires pour finaliser le rapport d'évaluation et les soumettra au responsable de l'évaluation pour une deuxième révision. Si le comité de pilotage a encore des commentaires, d'autres échanges auront lieu. Ensuite, le responsable de l'évaluation communiquera la version finale du rapport au comité de pilotage et aux parties prenantes concernées (conformément au plan de diffusion).

L'évaluation devra se dérouler entre Juin et Septembre 2025. Le Consultant sélectionné devra proposer un plan de travail détaillé dans sa note de cadrage, faisant apparaître clairement les différentes phases de l'évaluation, en particulier les différentes étapes de compte-rendu provisoire et final. La prestation débutera après signature du contrat entre le Consultant et Expertise France. La date de démarrage de la prestation est prévue pour la 2^e semaine du mois de Juin 2025 avec remise du rapport provisoire au plus tard le 30 septembre 2025 et du rapport final le 31 Octobre 2025.

L'évaluateur participera au cours de sa mission au deuxième atelier de capitalisation du projet, prévue en juin 2025, afin d'appréhender la dynamique des projets subventionnés et d'avoir accès aux différentes parties prenantes au projet.

6. Plan de dissémination

Les résultats de l'évaluation seront transmis à plusieurs parties prenantes au projet :

- 1) Les partenaires financiers du projet, AFD et Union Européenne, par la transmission du rapport et lors d'un atelier de restitution.
- 2) Les autorités partenaires du projet DGE y compris ses Directions décentralisées des zones d'intervention du projet et CI-Energie, par la transmission du rapport et lors d'un atelier de restitution.
- 3) Expertise France, par la transmission du rapport et lors d'un atelier de restitution.
- 4) L'ensemble des acteurs ayant mis en œuvre des actions dans le cadre du projet, par la transmission du rapport
- 5) L'ensemble des acteurs ayant participé aux ateliers de définition de la théorie du changement et/ou de capitalisation, par la transmission du rapport
- 6) Certains représentants des villages d'intervention et autorités locales lors de réunions de restitution menées par EF.

7. Profil de l'évaluateur

Cette consultation s'adresse aux bureaux d'étude/recherche et ou à un/une consultant(e) indépendant(e) expérimenté(e) (le Consultant dans ce document).

Les compétences requises pour réaliser cette évaluation sont les suivantes :

- Expérience avérée en évaluation de projets de développement, idéalement en Côte d'Ivoire
- Connaissance du secteur de l'énergie en contexte de développement rural
- Connaissance des enjeux liés à l'électrification rurale et au développement économique des zones rurales grâce à l'accès à l'électricité en Côte d'Ivoire et/ou en Afrique de l'ouest
- Connaissance des enjeux liés à la filière des équipements électriques, en particulier en Afrique de l'Ouest
- Expérience significative dans la coordination, la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de programmes ;
- Bonnes compétences en communication et expérience de l'animation d'ateliers ;
- Compréhension des exigences des bailleurs en termes d'évaluation ;
- Capacité à gérer le temps et les ressources disponibles et à travailler dans des délais serrés ;

La plus grande indépendance par rapport aux parties directement impliquées dans le Projet est essentielle.

Dans le cas où une équipe d'évaluateurs était proposée, la complémentarité des profils des experts, en particulier la présence d'évaluateurs nationaux, sera un élément déterminant du processus de sélection.

8. Aspects juridiques et éthiques

Le rapport final d'évaluation est la propriété d'Expertise France. Pour les évaluations indépendantes, il est important que le Consultant n'ait aucun lien avec la gestion du projet, ni aucun autre conflit d'intérêt qui pourrait nuire à l'indépendance de l'évaluation.

Expertise France applique les principes de protection des données lors du partage des données, et en particulier le principe de minimisation des données, qui consiste à ne partager que les données nécessaires et à évaluer à l'avance les risques associés au partage et à la divulgation des données. Cela implique que les informations fournies resteront confidentielles et ne seront utilisées qu'aux fins du programme. Toute information qui pourrait être directement liée à un individu ne sera pas utilisée.

Le consentement des personnes interrogées sera recueilli avant toute collecte de données. Après avoir donné des informations claires aux personnes ciblées sur l'objectif de l'enquête, les risques et les avantages de la participation et la confidentialité des données fournies, le consentement écrit sera recueilli auprès des participants volontaires, ou d'un témoin désigné au nom du participant.

9. Annexes

- Fiches détaillées des projets subventionnés
- Documents de projet :
 - o Proposition de projet et cadre logique
 - o Théorie du changement
 - o Etude de pré-faisabilité
 - o Etude de faisabilité
 - o Etude baseline (situation de référence)